

général Boulanger et ses amis, obtenir l'accord durable et complet, sur un acte d'arbitrage absolument criminel, de trop de forces et de trop de responsabilités.

Il faudrait mettre dans le complot le président de la République, les deux Chambres, la magistrature, l'administration, la police et même l'armée, et cela n'est pas facile; d'un autre côté, si c'était facile, ce ne serait pas nécessaire, car le « boulangisme » est justement le résultat de la désagrégation de toutes ces forces, sauf l'armée, de sorte que pour combattre le « boulangisme », il faudrait par première condition que le « boulangisme » n'existât pas. C'est l'énigme!

LOUIS LÉVY

Ce matin, la Lanterne publiait la note suivante :

A propos de M. Antoine et du journal boulangiste la France, qui prétend avoir reçu une lettre de lui dont elle a même donné quelques extraits, nous sommes autorisés à dire qu'il n'a jamais écrit à ce journal ni à aucun de ses rédacteurs.

Nous avons envoyé demander à M. Antoine s'il avait réellement autorisé la Lanterne à alléguer un fait qu'il sait être faux. M. Antoine nous a fait dire qu'il demandait le temps de répondre.

LA PREUVE DU COMLOT

Le jour de l'interpellation sur les guêtres, j'attendais une preuve du complot, dans lequel a succombé le Comptoir d'escompte.

Je la connaissais, mais je n'avais pas encore la certitude complète. Je crois l'avoir aujourd'hui.

Eh bien! on se souvient que le Comptoir d'escompte avait warranté des stocks de cuivre pour 73 millions au-dessus du prix de 40 ou 44 livres.

Quel était donc le capitaliste qui avait prudemment warranté au-dessous de ce prix sur le même stock, — sûr par là de faire supporter toute la perte par le Comptoir d'escompte, si une perte survenait?

Quel est donc le mystérieux spéculateur qui était assuré ainsi que, même en cas de débâcle, le cuivre vaudrait toujours 40 livres, car par conséquent il serait toujours couvert de ses avances et le Comptoir à découvert?

Qui donc était assez puissant pour prêter de la sorte environ cent millions sans broncher?

Ce prêteur en première hypothèque, c'était la maison de Rothschild.

Les stocks sur lesquels le malheureux Comptoir avait prêté, au-dessus de 40 livres, ils sont maintenant entre les mains des potentats de la rue Laffitte et toute garantie a disparu.

Les actionnaires du Comptoir ont leur gage pris par les financiers avisés qui ont su s'assurer contre la baisse tout en coulant un adversaire.

Ce sont ces stocks qui appartiennent en partie au petit capitaliste de Paris et de France et qui sont maintenant à Londres.

On nous dit de Londres qu'actuellement, avec un sang-froid merveilleux, les disciples d'Israël jouent à la baisse. De sorte qu'ils auront gagné à la hausse pendant toute l'année 1888 et gagneront à la baisse pendant toute l'année 1889.

Est-ce que l'enquête que je demandais sur tous ces faits n'était pas nécessaire? Est-ce qu'il ne faut pas savoir si tout cela est vrai, et n'a-t-on pas parlé de roman pour dissimuler la crainte de voir démontrer qu'en réalité la fortune des actionnaires du Comptoir s'en était allée tout entière dans les coffres des Rothschild, qui prennent ainsi le gage et essaient, par une spéculation hardie, de récupérer même l'argent perdu par les ruinés du cuivre. — Toute la marchandise et tout le bénéfice! Bien joué, nos maîtres!

FRANCIS LAUR.

RIDICULE CAMPAGNE

Les journaux antiboulangistes ont la prétention d'entreprendre une campagne contre M. Georges Laguerre. On a commencé par affirmer que l'honorable député de Vaucluse était Allemand. Laguerre a facilement fait justice de cette sottise accusation.

La « campagne » continue. C'est dans sa profession d'avocat qu'on attaque Laguerre. Ces menaces ne le troublent pas. Voici ce que la Presse dit ce matin :

Les feuilles ministérielles mènent grand

bruit autour d'une demande en autorisation de poursuites qui aurait été déposée sur le bureau de la Chambre contre notre directeur, M. Laguerre.

Nous attendons avec la plus parfaite quiétude que les menaces ministérielles soient mises à exécution.

Les ministres ou les députés coalisés pour inspirer cette ridicule campagne auraient-ils laissé fuir leurs amis avec la même « quiétude »? Nous en doutons. Les adversaires de Laguerre n'auront contre lui d'autres armes que le mensonge et la mauvaise foi.

Depuis longtemps sa réputation d'avocat est établie. Tout le monde sait avec quel désintéressement il a prêté le concours de son éloquent parole aux condamnés de Montcau-les-Mines et aux grévistes de Decazeville. Son attitude dans les procès nombreux et retentissants qu'il a plaides est bien connue.

On sait aussi que le conseil de l'Ordre des avocats a fait justice de la stupide plainte portée contre Laguerre à propos de ce qu'il a dit sur les honneurs. Ce conseil, cependant, n'est pas toujours tendre. M. Hubbard, député de Seine-et-Oise, qui a jadis eu des démêlés avec lui, doit en savoir quelque chose.

La demande en autorisation de poursuites déposée samedi à la Chambre a été purement et simplement retirée par celui qui l'avait déposée.

Nous comprenons l'intérêt que les antiboulangistes trouveraient à ternir la réputation de Laguerre. Ces derniers temps, les parlementaires ont acquis la certitude que le député de Vaucluse était un redoutable adversaire.

Leurs désirs ne se réaliseront pas et la campagne d'aujourd'hui tournera contre ses « entrepreneurs ».

HENRY GIRARD.

CHRONIQUE

Le Théâtre-Libre ancien nous a donné hier, à la Renaissance, une représentation de quelques-unes des pièces dont il veut composer son répertoire. Le directeur du Théâtre-Libre ancien, M. Guillaume Livet, qui se donne beaucoup de mal pour organiser ses représentations, paraît vouloir faire pour notre vieux théâtre ce que Kistnermaekers, le célèbre éditeur bruxellois, fait pour les romans égarés du dix-huitième siècle.

Je ne sais si mon collaborateur Gilbert Martin a l'intention de vous conter cette soirée; je ne voudrais point gêner ses appréciations; je me bornerai donc, si vous voulez bien, à quelques considérations semi-philosophiques qu'a éveillées chez moi un des incidents de ce spectacle.

On nous jouait *Arlequin poli par l'amour*, qui est une bluette en un acte de Marivaux. Vous savez comme le dialogue de Marivaux est en général chaste et même précieux. Je ne crois pas qu'écrit par les théâtres de la Foire ou pour les Italiens, où toutes les libertés de langage étaient permises, il ait jamais laissé échapper une grosse ni même une petite polissonnerie. Il était naturellement question d'amour dans toutes ses pièces; mais c'était des amours discrets, fleur.

Eh bien! il y a eu deux passages où, devant un public prompt à saisir les allusions, a éclaté un rire de scandale, ce même rire qui s'élève de l'orchestre quand apparaît chez Molière le mot dont il désigne le mari trompé.

Sylvia, une jeune bergère innocente, marivaudait avec Arlequin qui n'en sait pas beaucoup plus qu'elle sur les choses de l'amour. Il a seulement appris, en causant avec une fée qui l'aime et le guigne, que lorsqu'on aime on baise la main de la personne aimée.

Oh! ce n'est que cela? dit naïvement Sylvia; tiens, Arlequin, voilà ma main; baise-la, baise!

Et plus loin Arlequin, quelque peu déniaisé (c'est l'éternelle donnée de *Daphnis et Chloé*, de *Paul et Virginie*), s'empresse autour de Sylvia, l'accable de protestations, de tendresses :

— Je te caresserai de tout mon cœur, lui dit-il, je te baiserais.

Oh! de révolte à couru dans la salle.

Vous voyez pourtant quel malheur : c'est que les mots les plus chastes et les plus aimables de la langue s'emplissent parfois d'un sens nouveau qui les exclut ensuite de la conversation des honnêtes gens, qui les chassent du théâtre et même du livre.

Le mot de *baiser*, au dix-septième et au dix-huitième siècle, n'éveillait que des idées tendres, chastes et même respectueuses. On baisait la main d'une grande princesse; on baisait la mule d'un

pape; on baisait sa mère ou sa sœur sur les deux joues. On n'entendait signifier par ce terme que l'action de poser gentiment ses deux lèvres sur le visage ou la main d'une personne à qui l'on voulait témoigner sa tendresse, et il n'y a pas d'action plus aimable.

Aussi la poésie avait-elle tiré de ce mot une foule de métaphores, presque toutes gracieuses : la mer venait baiser le rivage; la brise qui passe baisait les cheveux dénoués d'une jeune fille. De toutes parts, dans les poésies de Baudelaire et de nos contemporains palpitent les baisers.

Vous pouvez tenir pour certain que dans un demi-siècle ce mot aura été honnêtement chassé de la bonne compagnie, et les femmes, si on vient à le prononcer devant elles, se couvriront le visage de leurs éventails.

Je vois déjà à la Comédie-Française ce vers de Molière soulevé, quand il passe, un murmure sourd de pudeur froissée :

Un père, quand il veut, peut sa fille baiser.

Vous verrez qu'avant dix ans le comédien aura corrigé le vers et dira, pour ne blesser aucune susceptibilité féminine :

Un père, quand il veut, peut sa fille embrasser.

Embrasser! quel vilain mot! Figurez-vous pour voir un homme embrassant une femme qui n'est que son amie. Il la prend donc à bras-le-corps. La nourrice bien élevée dit à son poupon : « Embrasse-moi », et elle tend les joues, et le petit fait claquer ses lèvres sur ses joues. C'est un baiser et non une embrassade.

L'embrassade était réservée aux hommes qui, au dix-septième siècle, se jetaient en effet dans les bras les uns des autres, comme on le voit dans les pièces de l'ancien répertoire. Chez nous encore, deux vieux amis qui se retrouvent après une longue séparation se témoignent leur joie en embrassant; le mot est juste, parce qu'ils se serrent dans les bras l'un de l'autre, après s'être accolés.

Accolés, encore un mot perdu! Il était si joli pourtant, d'une sonorité si lisse, d'une si aimable allure! Le jour où il a pris une signification érotique, il a dû être banni de la conversation et du livre. Embrasser se trouvait là qui a pris sa place, comme il a pris celle de *baiser*. Quand je pense qu'on dit aujourd'hui : Embrasser la main d'une femme! C'est à faire frémir la nature. Voyez-vous cela : prendre une main à bras-le-corps! Ça n'a pas le sens commun!

Et comme le mot d'embrasser est mal fait, comme il est lourd et gras et patant, pour exprimer cette chose légère et idéale que le baiser marque d'un ton si rapide et si sveltes!

Mais nous aurons beau dire et beau faire : *baiser*, ce mot ailé, a du plomb dans l'œil. Les inexplicables répugnances qu'excite ce mot sont invincibles. Comme elles sont parfaitement déraisonnables, aucune raison, bonne ou mauvaise, n'en saurait venir à bout.

Il y avait un plus joli mot dans notre dictionnaire. Et le substantif qui était né de ce mot n'était-il pas des plus aimables et des plus riantes? Les plus fraîches images de chasteté printanière voltigeaient autour de ces deux mots proscrits aujourd'hui de la langue de la bonne compagnie.

S'ils n'étaient encore expulsés que de la conversation, l'inconvénient ne serait pas bien grand. Le mal, c'est que ces mots se trouvent dans des poésies qui sont des chefs-d'œuvre de grâce, et que les poésies ont péri, les femmes n'en soutenant plus la lecture.

Songez au nombre infini de livres, et de livres délicieux, qui seront retranchés de la bibliothèque des jeunes filles et des femmes d'abord, puis des hommes, si l'impudique du mot *baiser* s'accroît jusqu'à le faire déclarer proscrit pour cause d'indécence et d'effarouchement!

Et ne dites pas que cela est impossible. Rien n'est plus probable au contraire. Prenez garde que l'École des femmes ne peut plus être représentée qu'expurgée à la Comédie-Française. Et ce qui choque le spectateur actuel, ce n'est pas la liberté des situations, la hardiesse des allusions et des sous-entendus; non, c'est un mot, un seul mot, et qui était si bien admis au temps où parut la pièce, que Molière qui, dans la *Critique de l'École des femmes* a répondu à toutes les critiques qu'on a faites de sa comédie, n'a pas même dit un mot de ce grief, preuve que ce n'en était pas un à l'époque. C'est le seul aujourd'hui.

Je sais d'autres mots qui sont en train

de disparaître de la langue des honnêtes gens; des mots nécessaires, des mots charmants, des mots qui reviennent à chaque pas dans nos bons écrivains. Je ne veux pas les dire; peut-être offenserais-je quelque susceptibilité trop vive. Mais vous les trouverez aisément en cherchant un peu.

N'est-il pas triste de penser que dans un siècle les plus chastes ouvrages de nos meilleurs écrivains seront pleins d'horribles inconvenances?

FRANCISQUE SARCEY.

LES ALLEMANDS CHEZ NOUS

Dimanche à eu lieu, à la Villette, une importante réunion de socialistes allemands.

Un orateur est venu déclarer que les écoles allemandes, fondées à Paris avec l'appui officiel de l'Allemagne et mises sous la direction du pasteur Frisius, ne sont qu'un moyen d'espionnage employé par le pasteur Frisius contre les ouvriers et les réfugiés allemands.

Le pasteur Frisius fait subir aux enfants des interrogatoires afin de savoir si les pères de ces élèves sont encore fidèles à la politique bismarckienne ou si, au contraire, ils ne sont pas partisans de M. Bebel.

Il a ajouté que, non content de cette inquisition, le pasteur Frisius, grâce à son influence, fait renvoyer par des patrons français ceux des ouvriers allemands qui ne se rallient pas à la politique bismarckienne.

Un ouvrier, confirmant les faits, a ajouté que c'était surtout dans les usines de la Villette que le pasteur Frisius sévissait contre ceux des compatriotes dont le seul crime était d'être les ennemis de M. de Bismarck et de son régime.

Nous avons à ce sujet quelques renseignements. Le pasteur Frisius est depuis fort longtemps à Paris où il est un des membres les plus influents du *Hilfsverein*, cette société allemande de Paris dont nous avons souvent parlé et qui, sous le couvert de la bienfaisance, s'occupe de tout autre chose.

M. Frisius, il y a quelque temps, était à la tête de l'église et des écoles de la Concession d'Angoulême, 93, rue de Crimée. Eglise et écoles sont aujourd'hui dirigées, si nous ne nous trompons, par M. von Seydlitz, un autre membre influent du *Hilfsverein*.

Aujourd'hui, le pasteur Frisius est chargé de la haute direction des écoles allemandes à Paris et habite, croyons-nous, 171, faubourg Poissonnière. Les écoles allemandes sont assez nombreuses; elles se trouvent presque toutes dans le quartier de la place d'Italie où habite une forte colonie allemande composée principalement de Hessiens, et dans le quartier de la Villette où vivent surtout les Allemands du Sud.

Dans le centre de Paris, il n'y a que quatre ou cinq écoles allemandes, notamment rue Lamourgue, au Panthéon, et faubourg Poissonnière. Ces dernières écoles sont fréquentées par les enfants des commerçants et commissionnaires allemands, tandis que celles de la barrière d'Italie et de la Villette sont exclusivement réservées aux nombreuses familles d'ouvriers allemands qui habitent ces quartiers.

Ce qui a été dit dimanche, dans la réunion des socialistes allemands, ne nous apparaît pas, par plus de sévérité dans les comptes du budget, de le rendre plus sérieux. On se soucie fort peu, dans nos administrations publiques, du contrôle parlementaire; on sait que ses foudres n'atteignent jamais, et on s'en moque parfaitement. (Très bien! très bien! sur divers bancs à gauche.)

Je sais que si, le plus souvent, nos administrations publiques, dans leur honnêteté, respectent la loi, assez fréquemment elles ne respectent pas nos votes financiers; elles les tournent, et je voudrais que nous eussions le moyen d'empêcher cela, au moins plus que nous ne l'avons fait jusqu'ici. (Très bien! très bien!)

En conséquence, il propose une résolution tendant à poursuivre ce recouvrement de 6,500 fr.

Malgré M. Rouvier qui se montre plein de confiance aux concussions par 325 voix contre 33.

M. le Provost de Launay signale à son tour diverses irrégularités et des virements de crédit.

Il y a eu 600,000 francs d'attribués à un mobilier imaginaire du ministère de l'Instruction publique.

Il n'a pas été tenu compte de la loterie de 1878.

M. le Provost de Launay propose ensuite la résolution suivante :

La Chambre, considérant qu'il résulte du rapport de la Cour des comptes qu'aucun document justificatif n'a été produit de la part des bâtiments et matériaux de l'Exposition de 1878, non plus que du produit de la vente des lots non réclamés de la loterie, ne lui a été des finances à s'entendre pour faire régulariser la situation et faire rapport à la Chambre dans le plus bref délai, pour être ensuite par elle statué ce qu'il appartiendra.

Cette proposition est renvoyée à la commission qui revient quelques instants après demander à la Chambre de repousser la proposition.

Ce qui est fait par 337 voix contre 164.

On vote ensuite l'assainissement de la Seine, et le canal de Paris à la mer est repoussé par 355 voix contre 207.

ANDRÉ CASTELIN.

AU SÉNAT

Il y a, au Sénat, un tout petit homme qui rappelle M. Thiers, non par le talent et même le libéralisme, mais par une ressemblance physique telle que ses collègues ne lui en ont point.

Ce petit homme a accumulé dans son cœur, pendant qu'il se morfondait au bar-

reau de Montpellier, une haine extraordinaire contre les journaux. Depuis que les électeurs sénatoriaux l'ont envoyé au Luxembourg, il ne pense plus qu'à réduire l'autorité de la presse, à trasser les journaux.

Hier le petit homme a déposé, le long de la tribune du Sénat, une proposition de loi ayant pour objet d'activer la marche de la procédure en matière de délits de presse, en cas de recours contre les jugements et autres arrêtés non définitifs.

Il continuera la série, à la grande joie de ceux qui la prétendent d'activer.

Heureusement que d'autres sénateurs ont le bon esprit de se préoccuper des intérêts de leur département. Ainsi M. Isaac a présenté un excellent rapport sommaire sur la réorganisation de la justice dans les vieilles colonies.

La Guadeloupe a eu particulièrement à souffrir des économies exagérées de l'année dernière. Ce département ayant été particulièrement atteint, le sympathique sénateur a proposé un projet pour réparer cette faute.

M. Tolain aussi défend les intérêts de son département et de ses anciens électeurs. Il y a apporté beaucoup de véhémence, d'après, de dévouement, mais il propose une loi mauvaise, la loi sur les accidents. Rien d'étonnant à ce qu'il ait échoué. D'ailleurs il avait affaire à forte partie : tous les libéraux comme MM. Léon Say, Berenger, Léon Renault, Bardoux, ont combattu la loi et finalement les contre-projets qu'ils ont proposés ont été renvoyés à la commission, ce qui signifie que le projet défendu par M. Tolain est ajourné indéfiniment. — 1. B.

Les engagements volontaires

A partir du 1^{er} avril prochain, les engagements volontaires seront fermés pour tous les corps de troupe de l'armée de terre.

Il ne sera fait exception que pour les jeunes gens sortant des écoles d'enfants de troupe, lesquels, aux termes du décret du 23 septembre 1887, sont admis à s'engager à toute époque de l'année, et pour les hommes reconnus aptes à servir dans les compagnies d'ouvriers d'artillerie, l'admission de ces hommes ayant lieu au fur et à mesure des besoins et en vertu de décisions spéciales.

Les engagements volontaires pour l'armée de mer continueront à être reçus dans les corps d'infanterie de marine : 1^{er} régiment, à Cherbourg; 2^e régiment, à Brest; 3^e régiment, à Rochefort; 4^e régiment, à Toulon.

A Paris et pour le département de la Seine, les jeunes gens qui désirent contracter un engagement peuvent se présenter tous les jours au ministère de la marine, munis des pièces réglementaires.

L. GEORGE.

JOURNÉE PARLEMENTAIRE

A LA CHAMBRE

Séance longue, mais aussi inutile qu'en-

nuiseuse.

Il s'agit de l'approbation des comptes des exercices clos.

M. Fernand Faure a signalé à la Chambre des irrégularités dans la gestion du ministère des finances. Ainsi on aurait payé un train de luxe pour don Carlos et cela sans crédit.

Actuellement, a-t-il dit, ce propos M. Faure, le contrôle du Parlement est inefficace; il nous apparaît, par plus de sévérité dans les comptes du budget, de le rendre plus sérieux. On se soucie fort peu, dans nos administrations publiques, du contrôle parlementaire; on sait que ses foudres n'atteignent jamais, et on s'en moque parfaitement. (Très bien! très bien! sur divers bancs à gauche.)

Je sais que si, le plus souvent, nos administrations publiques, dans leur honnêteté, respectent la loi, assez fréquemment elles ne respectent pas nos votes financiers; elles les tournent, et je voudrais que nous eussions le moyen d'empêcher cela, au moins plus que nous ne l'avons fait jusqu'ici. (Très bien! très bien!)

En conséquence, il propose une résolution tendant à poursuivre ce recouvrement de 6,500 fr.

Malgré M. Rouvier qui se montre plein de confiance aux concussions par 325 voix contre 33.

M. le Provost de Launay signale à son tour diverses irrégularités et des virements de crédit.

Il y a eu 600,000 francs d'attribués à un mobilier imaginaire du ministère de l'Instruction publique.

Il n'a pas été tenu compte de la loterie de 1878.

M. le Provost de Launay propose ensuite la résolution suivante :

La Chambre, considérant qu'il résulte du rapport de la Cour des comptes qu'aucun document justificatif n'a été produit de la part des bâtiments et matériaux de l'Exposition de 1878, non plus que du produit de la vente des lots non réclamés de la loterie, ne lui a été des finances à s'entendre pour faire régulariser la situation et faire rapport à la Chambre dans le plus bref délai, pour être ensuite par elle statué ce qu'il appartiendra.

Cette proposition est renvoyée à la commission qui revient quelques instants après demander à la Chambre de repousser la proposition.

Ce qui est fait par 337 voix contre 164.

On vote ensuite l'assainissement de la Seine, et le canal de Paris à la mer est repoussé par 355 voix contre 207.

ANDRÉ CASTELIN.

AU SÉNAT

Il y a, au Sénat, un tout petit homme qui rappelle M. Thiers, non par le talent et même le libéralisme, mais par une ressemblance physique telle que ses collègues ne lui en ont point.

Ce petit homme a accumulé dans son cœur, pendant qu'il se morfondait au bar-

reau de Montpellier, une haine extraordinaire contre les journaux. Depuis que les électeurs sénatoriaux l'ont envoyé au Luxembourg, il ne pense plus qu'à réduire l'autorité de la presse, à trasser les journaux.

Hier le petit homme a déposé, le long de la tribune du Sénat, une proposition de loi ayant pour objet d'activer la marche de la procédure en matière de délits de presse, en cas de recours contre les jugements et autres arrêtés non définitifs.

Il continuera la série, à la grande joie de ceux qui la prétendent d'activer.

Heureusement que d'autres sénateurs ont le bon esprit de se préoccuper des intérêts de leur département. Ainsi M. Isaac a présenté un excellent rapport sommaire sur la réorganisation de la justice dans les vieilles colonies.

La Guadeloupe a eu particulièrement à souffrir des économies exagérées de l'année dernière. Ce département ayant été particulièrement atteint, le sympathique sénateur a proposé un projet pour réparer cette faute.

M. Tolain aussi défend les intérêts de son département et de ses anciens électeurs. Il y a apporté beaucoup de véhémence, d'après, de dévouement, mais il propose une loi mauvaise, la loi sur les accidents. Rien d'étonnant à ce qu'il ait échoué. D'ailleurs il avait affaire à forte partie : tous les libéraux comme MM. Léon Say, Berenger, Léon Renault, Bardoux, ont combattu la loi et finalement les contre-projets qu'ils ont proposés ont été renvoyés à la commission, ce qui signifie que le projet défendu par M. Tolain est ajourné indéfiniment. — 1. B.

Les engagements volontaires

A partir du 1^{er} avril prochain, les engagements volontaires seront fermés pour tous les corps de troupe de l'armée de terre.

Il ne sera fait exception que pour les jeunes gens sortant des écoles d'enfants de troupe, lesquels, aux termes du décret du 23 septembre 1887, sont admis à s'engager à toute époque de l'année, et pour les hommes reconnus aptes à servir dans les compagnies d'ouvriers d'artillerie, l'admission de ces hommes ayant lieu au fur et à mesure des besoins et en vertu de décisions spéciales.

Les engagements volontaires pour l'armée de mer continueront à être reçus dans les corps d'infanterie de marine : 1^{er} régiment, à Cherbourg; 2^e régiment, à Brest; 3^e régiment, à Rochefort; 4^e régiment, à Toulon.

A Paris et pour le département de la Seine, les jeunes gens qui désirent contracter un engagement peuvent se présenter tous les jours au ministère de la marine, munis des pièces réglementaires.

L. GEORGE.

A L'HOTEL DE VILLE

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE

Qui présidera? M. Daumas croit qu'il serait nécessaire de renouveler le bureau du Conseil tous les ans ou redonner les mêmes personnes si on le désirait, mais les principes seraient respectés.

M. Jacques Croix voit dans cette proposition une sorte d'attaque personnelle. Il se défend. C'était parfaitement inutile. M. Daumas a insisté, mais le Conseil général lui a donné tort en maintenant le bureau actuel.

M. Allaire a présenté, après le dépôt de plusieurs pétitions, son rapport sur la création d'une ligne de tramways entre Neuilly et Maisons-Laffitte.

La discussion a été longue et confuse. MM. Brousse et Joffrin ont demandé que la concession fût accordée directement au département; d'autres ont combattu le projet lui-même.

M. Emile Richard est parvenu à apporter un peu de clarté en fournissant des renseignements très intéressants.

La société avec laquelle on a traité n'existe plus; celle qui se substitue à elle n'existe pas encore. Donc il faut ajourner l'autorisation de concession.

Les conseillers suburbains, MM. Lefebvre et Bailly, ont insisté, mais le Conseil s'est rendu au raisonnement très logique de M. Emile Richard, il a voté l'ajournement par 35 voix contre 35.

On voté contre :

MM. Bassinet, Benon, Paul Brousse, Cattaui, Chabert, Champoudry, Chassaing, Chauvière, Collin, Cusset, Darlot, Daumas, Delhomme, Dubois, Faillet, Fousier, Houvelacq, Joffrin, Lavy, Levrard, Arsène Lopin, Marson, Maury, Navarre, Paillet, Patenne, Paulard, Albert Péro, Piperaud, Réties, Emile Richard, Rousselle, Simon Soins, Strauss, Vaillant.

Mais pour bien indiquer que le Conseil général n'est pas opposé à la construction de la ligne, il a voté la déclaration qu'il y a lieu d'exécuter cette ligne.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Ees conseillers généraux suburbains quittent la salle. M. Chaumeton remplace M. Jacques au fauteuil et la séance du Conseil municipal est ouverte.

M. Chaumeton est un excellent président. Il ne suffit pas, en effet, pour bien présider, d'être décoratif comme tel; on doit parler pour diriger les débats et activer les travaux.

subvention de 50,000 francs et une garantie éventuelle de 50,000 francs.

Ces conclusions sont adoptées.

MM. Després et Alphonse Humbert déposent une proposition pour que, dans la série des fêtes de l'Exposition, on comprenne l'inauguration de la statue de la Liberté éclairant le monde qui doit être placée, comme on sait, sur le môle de Grenelle.

Séance vendredi.

PIERRE MARROU.

PREMIÈRES REPRÉSENTATIONS

REPRÉSENTATION PRIVÉE

Donnée par le Théâtre-Libre Ancien.

Il y a quelque temps déjà que le Théâtre-Libre Ancien fonctionne, mais c'est hier seulement que la presse a été convoquée à sa inauguration officielle.

Toute entreprise qui attire l'attention d'un public, le bruit qui s'est fait autour de l'innovation de M. Antoine devait fatalement appeler, ou des concurrences, ou des tentatives parallèles.

C'est pourquoi, à côté du champ qui a été ouvert aux audaces de la nouvelle école, nous avons maintenant un autre champ où l'on exhumait les licences de la vieille farce.

J'ai peine à croire que la récente tentative à laquelle le commandant Valla a été son nom soit appelée à un sérieux avenir. Il y a certainement un intérêt de curiosité littéraire à voir reconstituer les origines de notre théâtre; mais c'est un intérêt purement rétrospectif, qui s'émousse vite en raison de la futilité de ce qu'il évoque.

La grossièreté naïve de l'invention et le dévergondage du dialogue ne sont pas des éléments suffisants pour retenir un public fidèle. On va entendre cela une fois, deux fois, peut-être trois fois, et puis c'est tout. Comme il s'agit d'une littérature inférieure et même indigente, les énormes grivoiseries qui l'assaisonnent amènent promptement la satiété.

C'est dans la salle de la Renaissance qu'a eu lieu la représentation d'hier. Le cadre était beaucoup trop vaste et trop riche pour un pareil spectacle. Toute couleur locale a disparu. Des farces de tréteaux demandant à être jouées sur une scène primitive, et non dans de fastueux décors qui les dépayseraient et les écrasent.

Isabelle grosse par verité, de Simon Gueulette, a ouvert la marche. Rien à dire de ce petit acte, qui a été écouté avec attention sans rencontrer autre chose que l'indifférence.

Puis est venu le Divorce, comédie en trois actes et un prologue, de Regnard. C'est, je crois, la première fois qu'on a vu l'auteur du Légataire universel et du Joueur; du moins c'est celle qui figure en tête du catalogue de ses œuvres. Elle date de 1688 et fut représentée au Théâtre-Italien.

Cette comédie tomba d'abord à plat, malgré le célèbre acteur Dominique qui y remplissait le rôle d'Arlequin. Elle se releva ensuite, grâce à un autre acteur du nom de Chénard et fournit une assez longue carrière. Pièce de circonstance, grossièrement triviale, avec quelques jolies scènes et un dernier acte plein de brio.

Arlequin poli par l'Amour est une pastorale comique de Marivaux, bien supérieure aux deux pièces qui précèdent. Le dialogue, est parfois d'une exquise délicatesse. Mais déjà un vent de gaudriole et de blague soufflait dans la salle; le public, devenu bruyant et ricaner, n'a pas paru apprécier comme elle le méritait cette jolie comédie polissonne qui n'était pas dans la pensée de l'auteur.

C'est qu'aujourd'hui l'on approchait du moment où allait se jouer la pièce à sensation, celle qui constituait le clou de la soirée, et cette attente ne prédisposait pas à goûter les choses délicates.

La pièce en question est encore de Simon Gueulette, avocat au Parlement, puis substitut du procureur du roi. Quelle littérature pour un magistrat!

Je n'écrirai pas le titre ordurier de cette farce. Il s'agit d'un marchand. La denrée qu'il débite ne saurait trouver place dans ces lignes. Les traités de versification nous avertissent discrètement qu'il n'existe qu'une seule rime au mot « perle ».

Le mot s'étale en toutes lettres en tête de la pièce; il est répété une dizaine de fois dans le dialogue.

Est-ce pour cela que la censure a interdit la représentation publique du Théâtre-Libre Ancien? Rigueur bien puérile pour une licence bien malsonnante, mais en somme bien anodine.

Ce mot est, du reste, tout ce qu'il y a, je ne dirai pas de drôle, mais de nature à exciter la curiosité dans cette pantomime. On a ri du bout des lèvres.

Pour résumer cette soirée, la réapparition continuelle des mêmes personnages a tourné à la monotonie. Trop d'Arlequins, de Gilles et de Pierrots.

Ch. GILBERT-MARTIN.

Demandez des échantillons de vins à la C^{te} des Caves Cigales, Bercy. Livraisons franco en cercles et en bouteilles.

VIN D'ALGERIE CONSTANTIN, 30, boulevard de la République, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

LA FRANCE — Feuilleton n° 39

L'AVEUGLE

XII (Suite)

— Attendez-moi demain matin, répéta le docteur, et soyez tout prêt à partir.

Le régisseur regagna le chalet et, au milieu du désordre qui régnait dans cet intérieur si paisible jusque-là, il passa la nuit dans une douloureuse veille, revoyant dans une étrange et rapide succession de tableaux tous les événements qui avaient marqué les divers époques de sa vie.

L'autre surpris dans le vieillard.

Quand le médecin arriva, il fut frappé du changement qui s'était opéré chez son ami pendant cette seule nuit. Le régisseur paraissait plus cassé; ses traits fatigués, tirés, avaient encore vieilli sa figure. Le docteur hocha la tête; mais il garda pour lui ses réflexions que lui suggérait l'état physique du vieillard. D'ailleurs il fut, presque aussitôt, tenté de se réjouir, en reconnaissant que si le corps se pliait sous le

LES MERVEILLES DE LA SCIENCE

L'art de guérir sans nuire

Ce vieil adage latin, qui devrait être inscrit à l'encre rouge sur le diplôme des jeunes docteurs : *Primo non nocere* doit être la base de toutes nos actions, quant à l'hygiène.

Sous prétexte que les bains froids stimulent la circulation, il ne faut pas tomber dans une extrême funeste et faire de la congestion cérébrale en les prenant dans des conditions spéciales qui hâteraient le dénouement final en nous guérissant une bonne fois des maux présents et futurs.

Traiter le rhume de cerveau ou coryza par de violents coups de marteau sur le crâne n'est pas non plus un traitement rationnel.

Déterminer un empoisonnement avec un remède dont on ne meurt pas de suite, mais à l'action duquel on n'échappe pas pendant six mois, c'est par trop radical. Eh bien, c'est pourtant ce qui se passe actuellement.

N'en déplaise aux savants qui règlent nos santes comme une horloge, nous mourons plus encore par les soins que par le mal.

La nature lutte, elle se défend avec une imperturbable logique imposant à l'envahissement de l'ennemi des forces souvent prises en dehors des organes attaqués. Tout concourt, dans l'économie, à la défense générale. Jamais aucune nation n'a donné la même preuve de patriotisme que les organes humains défendant la vie de l'individu malade.

Il est vrai que leur seule politique consiste en la défense d'une seule existence.

Il ressort donc de cette lutte de la nature contre le mal des phénomènes que jusqu'ici nous n'avons pu, malgré les immenses progrès de la physiologie, analyser ni expliquer.

Nous n'avons pas même eu le courage d'avouer notre inexpérience et notre ignorance en pareille matière.

Nos neveux dans un siècle sauront reconnaître que nous n'y connaissons rien et que nous nous sommes vaineusement empoisonnés pour n'avoir pas eu suffisamment de modestie. En effet, nous critiquons les anciens, nous rions de Broussais qui riait lui-même de ses aïeux.

Nous avons aboli la saignée et nous employons la fer, la digitale, l'arsenic, la caféine, la belladone, etc.

Nos malades meurent guéris. De temps en temps un brave homme de médecin s'écric avec sa conscience qu'il a été trompé dans ses prévisions et que tel remède l'a déçu.

Mais la voix de ce juste est immédiatement couverte par les échos de l'Académie qui acclame et proclame la substance incriminée.

Raspail, qui était un radical en tout, mais qui voyait souvent, pour ne pas dire toujours juste, disait : « Méfiez-vous des drogues ! »

Le vieux chimiste avait prévu les si c'est pas lui qui, en partant des raffinements petits, a donné l'idée des médicaments ? Depuis la mort du grand savant philanthrope, on a donné cours à ses théories. Les académiciens de tous us ont apporté leur quote-part à l'étincelle jaillie du cerveau du maître et aujourd'hui on cherche et on trouve le microbe propre à toute maladie.

On ne se demande même pas si le microbe naît du virus ou le virus du microbe. Allons donc ! la porte est ouverte et la foule entre par les mêmes huis.

Et personne n'osant la contrecarrer, la coterie scientifique décrète, régit, gouverne et... laisse mourir.

Place aux remèdes externes, et paix aux dernières illusions des drogues ingérées ! En dehors des plantes dont on peut prendre une infusion sans trembler pour sa vie, des légumineuses et des dépuratifs, en dehors des maladies aiguës de nature inflammatoire, il faut s'adresser aux agents toniques, reconstituants et surtout aux agents externes.

Raspail avait commencé à ouvrir la voie en désignant la galvanothérapie.

Aujourd'hui, l'agent galvanique est vieux jeu et démodé par la dynamométrie. C'est à cette nouvelle science qu'il faut nous rallier. C'est elle que nous devons prêcher, ce sont ses pratiques saines, toniques, réconfortantes, qui doivent triompher sans nuire.

Le cortège des maladies réputées incurables et que cette nouvelle science guérit se compose déjà des névroses, de la paralysie, de l'ataxie, de l'asthme, de la

COQUELUCHE, TOUX, SIROP PECTORAL NAFFÉ

EMPRUNT RUSSE CONSOLIDÉ 4 0/0 OR DE CHEMINS DE FER

Un oukase impérial en date du 20 février, 4 mars 1889 ordonne la conversion et le remboursement des Obligations consolidées des Chemins de fer russes, 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e et 7^e séries, c'est-à-dire des emprunts 5 0/0 de 1870, 1871, 1872, 1873 et 1884, en empruntant par l'emprunt consolidé 4 0/0 de 1871.

A cet effet, le gouvernement russe cède 1,400,000 obligations de 500 fr. à 0/0 or, amortissables au pair en 81 années, rapportant 20 fr. payables trimestriellement.

Les obligations 1871 étant appelées, dès à présent, au remboursement pour le 1^{er} juillet 1889, ont, en compensation, un droit de souscription irréductible au nouvel emprunt.

Les obligations 1872, 1873, 1884 ont aussi un droit de préférence, mais seulement jusqu'à concurrence de la moitié de l'émission.

Le prix d'émission des obligations est fixé à 418 75, jouissance 1^{er} avril 1889, avec des versements échelonnés qui réduisent ce prix à 417 50, valeur 1^{er} avril.

On peut également souscrire en titres des emprunts :

Par liv. st. 100 de capital nominal	1870 acceptés pour	2,500 50
1871	2,500 50	
1872	2,500 50	
1873	2,500 50	
1884	2,500 50	

Contre ces souscriptions, les obligations à 0/0 seront délivrées entièrement libérées à 417 50.

La suite résultant de la conversion et inférieure au prix d'une obligation sera payée au porteur, en espèces.

C'est la maison de Rothschild frères qui présente et recommande cette grande opération au public français. La souscription est également ouverte en Russie, en Hollande et en Belgique. Partout ailleurs, il ne sera reçu que des demandes de conversion.

Les obligations consolidées 4 0/0 or de Chemins de fer russes prendront une large place dans les portefeuilles français. Les capitalistes, qui n'ont jamais laissé échapper une occasion de manifester la confiance et la sympathie que leur a données la prospérité de la Russie, ont avec d'autant plus d'empressement que les capitaux sont en quête de placements solides et tranquilles.

Après d'émission, les nouvelles obligations donneront un revenu exempt de tout impôt, de 4 1/2 0/0. La plus-value en capital est assurée par les cours de tous les fonds russes (!) : quant à la solidité du placement, elle est garantie par la conviction que possèdent tous les Français de la loyauté du gouvernement russe et de la sagesse qui préside à l'administration de ses finances.

Bien que la Russie soit obligée, par les nécessités de la politique européenne, de faire des dépenses considérables, son budget est toujours réglé de la manière la plus intelligente. Les conversions successives des emprunts 5 0/0 ont permis de réduire les charges du gouvernement, qui, en allégeant les charges des contribuables, travaille efficacement à la consolidation du crédit de l'Empire.

On souscrit le vendredi 29 mars 1889.

Bruits et Nouvelles

Le Journal officiel publie un décret aux termes duquel l'administration centrale de la grande chancellerie de la Légion d'honneur comprendra désormais, outre le bureau du secrétaire général, une direction et quatre bureaux. Suit un tableau fixant les attributions des bureaux ainsi que le nombre des chefs.

Par un autre décret, M. Duteil d'Ornano, chef de division à la grande chancellerie, est nommé directeur.

Un décret nommant chevalier de la Légion d'honneur M. Cornemillot, ingénieur à la Compagnie des chemins de fer du sud de la France.

Un arrêté du ministre de l'Agriculture autorise le dernier emprunt russe à 0/0, émis en décembre 1888, est en effet coté entre 92 et 93 fr. 50.

FAITS DIVERS

Mouvement dans les commissariats. — Par arrêté de M. le préfet de police, en date du 19 mars 1889 :

M. Laval, commissaire de police de la ville de Paris et chargé du quartier Saint-Merri, en remplacement de M. Duranton, qui passe au quartier Saint-Gervais.

M. Legon, officier de paix de la ville de Paris, est nommé commissaire de police du quartier de la Roquette, en remplacement de M. Baron, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. Lemarchand, secrétaire du quartier de la plaine Monceau, est nommé commissaire de police des communes de la Seine et chargé de la circonscription d'Asnières.

M. Duranton, commissaire de police du quartier Saint-Merri, passe, sur sa demande, du quartier Saint-Merri au quartier Saint-Gervais.

M. Guillem, commissaire de police d'Ivry, passe à Levallois-Perret.

M. Poggi, commissaire de police d'Asnières, passe à Ivry.

M. Grondin, commissaire de police du quartier du Bel-Air, passe au quartier de Grenelle.

M. Bolin de Ballu, commissaire de police du quartier de Grenelle, passe au quartier du Bel-Air.

Mouvement de cinq secrétaires de commissariats de police. Par arrêté d'il y a quelques jours, par suite de la retraite à Paris d'un secrétaire de banlieue.

Le drame d'Auteuil. — Les individus accusés d'être les auteurs de ce crime épouvantable sont depuis hier soir à Mazas.

Sur la proposition de M. Guillot, juge d'instruction, M. Lozé, préfet de police, a fait remettre aux gardiens de la paix Laplanche et Laitier, qui ont procédé à l'arrestation d'Altorre, une gratification de 100 fr.

C'est ce matin à neuf heures qu'on a lieu les obsèques de la malheureuse victime.

Le fourgon est parti de la Morgue pour se rendre directement à l'église, où a été célébré le service funèbre.

M. Chaud, le propriétaire de la villa, avait pris à son compte les frais d'un convoi assez modeste, mais M. Dupontallier, curé de Notre-Dame d'Auteuil, a tenu à ce que les restes de Bourdon aient les honneurs d'un convoi de première classe.

Après la cérémonie religieuse, le corps a été transporté au cimetière des Batignolles, où aura lieu l'inhumation.

MM. Guillot, juge d'instruction, et Goron, chef de la sûreté, assistaient à cette cérémonie funèbre.

L'extradition de Jacques Meyer. — Le gouvernement belge vient d'être saisi, de la part du cabinet de Paris, de la demande d'extradition contre Jacques Meyer.

Cette demande, introduite par voie diplomatique, a été renvoyée par M. Bourgeois, ministre plénipotentiaire de France, au ministre des affaires étrangères, qui l'a transmise au ministre de la justice.

Une malheureuse méprise. — Il y a une quinzaine de jours, des agents arrêtèrent dans un manège, près du Panthéon, le nommé Auguste-Théodore Mathieu, gardien de la paix retraité et décoré de la médaille militaire.

Malgré ses vives protestations, ils l'emmenèrent au Dépôt où il fut la risée des agents.

Le pauvre diable fut ensuite croisé à Mazas.

Hier, il fut amené à la 11^e chambre de la police correctionnelle où son avocat put enfin établir la parfaite innocence de son client.

Il avait méprisé par inadvertance la similitude de nom avec un individu recherché pour vols commis sur la voie publique et dans les bureaux d'omnibus.

Le brave gardien de la paix, dont le passé est des plus honorables, fut mis en liberté.

Le pauvre diable pleurait à chaudes larmes en sortant du tribunal; ce qu'il y a de déplorable dans cette erreur, c'est que Mathieu a cru craindre qu'il ne se soit suicidé.

L'incendie de la rue Beaubeurg. — M. Martin, commissaire de police, a terminé son information sur les causes de l'incendie qui a détruit, ces jours derniers, la fabrique de M. Carpentier, 33, rue Beaubeurg.

A la suite de cette enquête, M. Carpentier, fabricant d'objets en celluloïd, va être poursuivi pour homicide par imprudence et contravention à la loi qui oblige les propriétaires des établissements présentant quelque danger pour la sécurité publique à faire une déclaration à la préfecture de police. C'est ce qu'on appelle les établissements classés.

Par la quantité de celluloïd qui se trouvait ordinairement déposée dans ses magasins, quinze cents kilogrammes environ, — le sieur Carpentier se trouvait dans cette catégorie.

AVIS. — La vente à perte « Vêtements d'été de l'année dernière Maison Ad. Godchaux, 12, faubourg Montmartre », vente à perte d'articles sacrifiés afin de nous ouvrir la saison qu'avec des marchandises fraîches, ne que jusqu'au dimanche 31 courant, 12, faubourg Montmartre, au coin de la rue Bergère.

Un assaut d'armes. — L'escrime est de plus en plus en faveur. Cet exercice utile et agréable vient d'être mis au service d'une bonne action. A ce titre, nous lui devons une mention spéciale.

Les maîtres de l'épée ont donné un grand assaut d'armes à la salle « Balmain », au profit de l'Orphelinat des Arts et de la Presse, sous la présidence de M. Bergès père.

Ont pris part à l'assaut : MM. Cherbouquet, Leneveu, Rauchoux, Bonard, Hazotte, Laurant, Chauderol, Rebou, ce dernier amateur, Damotte, Bergès fils, Leconte, Bortol, très bien équilibré qui a réussi d'une façon remarquable ses coups droits d'aller, d'allonger au changement de fer, coups de vitesse qui lui sont connus; Gignac, Dédier, Decroix, professeur au journal la France.

On mande de Belgrade : L'ex-roi Milan est revenu de Vienne; les régents lui ont rendu visite. Le souverain démissionnaire est resté toujours pour obtenir l'accès du territoire serbe soit interdit à la reine Nathalie; les régents, de leur côté, font valoir la popularité dont jouit la reine Nathalie parmi toutes les classes de la population.

A. RAVIER.

On mande de Grenoble qu'un grand nombre d'ouvriers maçons et terrassiers, tous Français, se sont présentés à la municipalité pour protester contre l'embauchage, par des entrepreneurs de la ville, d'ouvriers italiens, alors que quelques heures avant ces entrepreneurs avaient refusé du travail de ces ouvriers français. Le maire a répondu qu'il n'y avait rien de plus naturel que de donner à ces ouvriers. Ces derniers ont alors décidé que, suivant la réponse qui leur sera transmise aujourd'hui, ils reprendront leur travail ou continueront à manifester.

On mande de Milan : Le roi Humbert, qui se trouve à Milan, a été reçu par le prince de Naples, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie. Le prince de Naples a été reçu par le roi Humbert, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

On mande de Paris : Le ministre de l'Intérieur a reçu le ministre de la Justice, qui lui a remis une lettre de la reine Nathalie.

LE « DRAPEAU »

Plus que jamais, alors que la Ligue des patriotes est en butte à d'odieuses et ridicules persécutions, il était nécessaire qu'elle eût un organe parlant en son nom et s'adressant à tous les ligues. Les réunions sont plus difficiles, mais l'esprit de la Ligue reste le même.

Nos amis continueront donc leur vaillante et patriotique campagne dans le Drapeau, qui réparera la semaine prochaine et dont le directeur politique est Paul Déroutelle. Le Drapeau, qui reprend son ancien format, sera magnifiquement illustré et rédigé par quelques-uns des plus dévoués ligues.

S'adresser, pour les abonnements, à M. Extraction et pose de dents sans douleur ni endormir, seul procédé sûr et inoffensif. D^{rs} dentistes américains. Louvre Dentaire, 26, C. 2, 75, r. Rivoli.

L'HUILE DE FOIE DE MORUE NATURELLE de la fabrique de M. ALONCEAU, 10, rue de la Harpe, Paris. Cette huile est pure, saine, et ne contient aucun poison. Elle est recommandée par les médecins pour les personnes souffrant de la tuberculose, de la poitrine, des bronches, des reins, etc. Elle est vendue en bouteilles de 1/2 litre et de 1 litre. Prix : 1 fr. 50 et 2 fr. 50.

PÉPINIÈRES CROUX et VALLEE D'AUNAY (S^{te} SEINE) Les plus riches en végétaux fruitiers et d'ornement. Sont de toutes forces. Env. catalogue.

BIÈRE FRANÇAISE

GRANDEBRASSERIE DES CIGALES EN-LAYE PAVARD et C^{ie} ENTREPOT DIRECT : 163, RUE CARDINET, PARIS (TÉLÉPHONE 100)

Au Palais

Les portraits du comte de Paris — Jugement du tribunal des conflits.

Le tribunal des conflits a examiné dans son audience d'hier la question soulevée par la saisie des images représentant le comte de Paris à cheval.

L'imprimeur-propriétaire du Journal du Loiret, qui donnait en primes images, avait assigné en restitution devant le tri-

tribunal des conflits le comte de Paris à cheval.

Le tribunal des conflits a examiné dans son audience d'hier la question soulevée par la saisie des images représentant le comte de Paris à cheval.

L'imprimeur-propriétaire du Journal du Loiret, qui donnait en primes images, avait assigné en restitution devant le tri-

tribunal des conflits le comte de Paris à cheval.

Le tribunal des conflits a examiné dans son audience d'hier la question soulevée par la saisie des images représentant le comte de Paris à cheval.

L'imprimeur-propriétaire du Journal du Loiret, qui donnait en primes images, avait assigné en restitution devant le tri-

tribunal des conflits le comte de Paris à cheval.

Le tribunal des conflits a examiné dans son audience d'hier la question soulevée par la saisie des images représentant le comte de Paris à cheval.

L'imprimeur-propriétaire du Journal du Loiret, qui donnait en primes images, avait assigné en restitution devant le tri-

tribunal des conflits le comte de Paris à cheval.

Le tribunal des conflits a examiné dans son audience d'hier la question soulevée par la saisie des images représentant le comte de Paris à cheval.

L'imprimeur-propriétaire du Journal du Loiret, qui donnait en primes images, avait assigné en restitution devant le tri-

tribunal des conflits le comte de Paris à cheval.

Le tribunal des conflits a examiné dans son audience d'hier la question soulevée par la saisie des images représentant le comte de Paris à cheval.

L'imprimeur-propriétaire du Journal du Loiret, qui donnait en primes images, avait assigné en restitution devant le tri-

tribunal des conflits le comte de Paris à cheval.

Le tribunal des conflits a examiné dans son audience d'hier la question soulevée par la saisie des images représentant le comte de Paris à cheval.

L'imprimeur-propriétaire du Journal du Loiret, qui donnait en primes images, avait assigné en restitution devant le tri-

tribunal des conflits le comte de Paris à cheval.

Le tribunal des conflits a examiné dans son audience d'hier la question soulevée par la saisie des images représentant le comte de Paris à cheval.

L'imprimeur-propriétaire du Journal du Loiret, qui donnait en primes images, avait assigné en restitution devant le tri-

tribunal des conflits le comte de Paris à cheval.

Le tribunal des conflits a examiné dans son audience d'hier la question soulevée par la saisie des images représentant le comte de Paris à cheval.

L'imprimeur-propriétaire du Journal du Loiret, qui donnait en primes images, avait assigné en restitution devant le tri-

tribunal des conflits le comte de Paris à cheval.

Le tribunal des conflits a examiné dans son audience d'hier la question soulevée par la saisie des images représentant le comte de Paris à cheval.

L'imprimeur-propriétaire du Journal du Loiret, qui donnait en primes images, avait assigné en restitution devant le tri-

tribunal des conflits le comte de Paris à cheval.

Bunal civil d'Orléans le préfet du Loiret qui avait ordonné la saisie.

Celui-ci avait répondu à la demande formée contre lui par un déclaratoire d'incompétence, fondé sur le principe de la séparation des pouvoirs, et qui avait été admis par le tribunal.

C'est sur l'appel que l'imprimeur avait interjeté de cette décision que le préfet avait élevé le conflit.

Le rapport de l'affaire a été présenté par M. Collet, président de section au conseil d'Etat. M. Bertrand, avocat général à la cour de cassation, commissaire du gouvernement, s'est prononcé, dans ses conclusions, pour l'annulation de l'arrêt de conflit.

Il s'agit d'après lui, dans cette affaire, d'une simple revendication mobilière, de la compétence des tribunaux ordinaires.

Le tribunal des conflits a mis ensuite cette dernière affaire en délibéré, comme il avait fait pour celles qui ont été examinées samedi dernier. C'est seulement dans la soirée qu'il a rendu sa triple décision :

1° Dans l'affaire Dufoulet, le tribunal décide que le tribunal civil était compétent pour statuer sur la demande intentée contre le préfet de police à l'occasion de la saisie du manifeste du comte de Paris;

2° Dans l'affaire Usannaz-Joris, le jugement est semblable en ce qui concerne le préfet de la Savoie qui avait fait décaucher et retenir des lettres adressées par M. Usannaz-Joris à différents maires et renfermant le manifeste du comte de Paris.

3° Dans l'affaire du Journal du Loiret, la compétence du tribunal civil est également reconnue.

Nous recommandons ces trois décisions aux méditations de MM. les préfets dits « à poigne ».

La « Gazette de Cologne »

M. Joubert, directeur de la Banque de Paris, vient d'assigner pour diffamation, devant le tribunal correctionnel de la Seine, la Gazette de Cologne. L'affaire viendra le 8 mai.

LECIUS.

LE CIEL

Les travaux des observatoires populaires de l'Académie des sciences. — Le temps qu'il fait.

A la dernière séance de l'Académie des sciences, M. A. Dumont a fait connaître les heureux résultats des observations qu'il a recueillies (au 167^e observatoire populaire de la Société d'Astronomie, sur les variations d'état de l'étoile Mira Ceti, depuis le 19 décembre 1885 jusqu'au 10 janvier 1889, au moment du passage de cette étoile au méridien) dans les meilleures conditions atmosphériques nécessaires par ces minutieuses observa-

tions. Il a noté une légère recrudescence d'éclat à cette dernière date, 19 janvier, ainsi qu'à celle du 7 janvier 1888.

La série aux perturbations atmosphériques se continue.

Hier, journée à ciel très couvert avec petites ondées, particulièrement fréquentes l'après-midi. Température douce; baromètre voisin de la normale.

Nuit très ombragée; ce matin la nébulosité céleste persistait très intense. — C. C.

Variations atmosphériques du mardi 26 mars 1889.

Minuit + 7^o 1/2 au-dessus.

Plus bas de la nuit + 5 1/2.

Six heures du matin + 4 1/2.

Midi + 6 1/2.

Hauteur barométrique 760 mm.

Notre collaborateur, M. le Dr P. Hamon continue à recevoir gratuitement à son dispensaire, 6, Faubourg-Poissonnière, les malades de la classe laborieuse, les lundi, mercredi et vendredi à une heure. Les lundi et mercredi sont surtout consacrés au traitement médical et chirurgical des affections spéciales de l'homme et de la femme.

Le bal de jeudi prochain s'annonce très brillamment. La location est superbe; elle a dépassé à cette heure le chiffre de 13,000 francs.

Il se pourrait qu'une dernière fête fût donnée à l'Opéra dans le courant de mai.

M. Paravey vient de désigner le successeur de M. Robert Kemm pour la Gymnase. C'est notre excellent confrère et ami Edouard Noël.

Le directeur de l'Opéra-Comique ne pouvait faire un meilleur choix et nous l'en félicitons sincèrement. Edouard Noël, journaliste, membre du cercle de la Critique, auteur en collaboration avec M. Edmond Stoullig de l'Annuaire du théâtre et de la musique, avait déjà rempli les fonctions de secrétaire général sous la direction de M. Carvalho pendant plusieurs années et avait su créer de nombreuses sympathies. Nous sommes certains que sa rentrée sera bien accueillie dans toute la presse où Edouard Noël ne compte que des amis.

Ajoutons que son expérience des choses du théâtre pourra être très utile à M. Paravey.

A l'Opéra-Comique, on donnera samedi, jour d'abonnement et pour la première fois, le charmant petit acte de Pergolèse, la « Servante maîtresse », dont les deux rôles seront chantés par Mlle Samé et M. Taskin.

On répète depuis quelques jours les « Notes

de Jeannette », pour Mlle Samé, et « Galathée », pour Mlle Sarolta.

Le débat soulevé au sujet de « Belle-Maman », entre M. Aurélien Scholl et MM. Sardou et Raimond Deslandes, paraît devoir être terminé.

En effet, M. Raimond Deslandes ayant affirmé qu'il n'avait eu aucune connaissance directe ou indirecte de la nouvelle de M. Scholl, qui contient le point de départ de « Belle-Maman », M. Scholl lui a écrit une lettre dont nous détachons le passage suivant :

« Mon cher Deslandes, l'incident que j'ai soulevé n'était, pas plus que votre résistance, une question de gros sous. J'ai pu suspecter votre mémoire; je ne me connais pas le droit de douter de votre parole.

« De moment où vous étiez bien sûr de n'avoir jamais lu ma nouvelle, publiée en tête de journaux importants, je ne saurais insister davantage.

« L'incident est clos et je vous félicite de votre succès.

« Recevez mes cordiales salutations. »

Aurélien Scholl.

Un autre incident a été soulevé ces jours derniers, la Société des auteurs, entre M. Valabrégué, membre de la commission, et ses collègues du comité.

M. Valabrégué n'ayant pas observé une décision prise par la commission au sujet d'une part de droits d'auteurs qu'il devait verser à M. Robida, son collaborateur des « Surprises du Divorce », a été vivement blâmé par plusieurs de ses collègues, à la séance de vendredi dernier. Des lettres assez confuses ont été échangées à ce sujet.

On parle de la démission de tous les membres, à l'assemblée générale qui aura lieu très prochainement.

Voici, depuis le vendredi 15 mars, jour de la première représentation de « Belle-Maman », les recettes encaissées par la Gymnase :

Vendredi, 1,876 fr.; samedi, 3,450; journée du dimanche, 10,850; lundi, 5,610; mardi, 5,701; mercredi, 5,872; jeudi, 5,887; vendredi, 5,954; samedi, 6,339; journée du dimanche, 10,878 fr.

Le concert annuel de M. et Mme Georges Clément aura lieu le jeudi 28 mars, à huit heures et demie du soir, salle Ph. Hertz, rue Saint-Lazare.

VICTOR ROGER.

THÉÂTRES ET CONCERTS

OPÉRA, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Carmen.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — L'ombre.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Fanny Lear.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Robert Macaire.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Marquise.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Mes Ancêtres.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 0/0. — Relâche.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.

GAITE, 8 h. 1/2. — La Fille du Tambour-Major.